	<p style="text-align: center;"><b>ASSEMBLEE GENERALE</b>  <b>DU VENDREDI 3 FEVRIER 2023 – 9 H 30</b></p> <p style="text-align: center;"><b>PROCES-VERBAL</b></p>
---	--

Le conseil syndical, convoqué le 25 Janvier 2023, s'est réuni en séance ordinaire le Vendredi 3 Février à VERAC sous la présidence de Monsieur Patrice GALLIER.

**MEMBRES PRESENTS :**

M. MERVEILLAUT - M. BARBE - M. FRADET - M. CHIAROTTO - M. BIGOT - M. GASTEUIL - M. DUBOSCQ - M. DAILL - M<sup>me</sup> DEVAL - M. DELPECH - M. GUIJARRO - M. DUVERGER - M. DUBOUREAU - M<sup>me</sup> FOURCADET - M. EYRAUD - M<sup>me</sup> MAUBERT-SBILE - M. MALARET - M. VALEIX - M. COUQUIAUD *représentant la communauté de communes du Fronsadais*  
M. PRAT - M. MICHEL - M. MEYER - M. GUILLAUD - M. TABUSTEAU - M<sup>me</sup> DELAGARDE - M. MARTIAL - M<sup>me</sup> BOURSEAU - M. LOURTEAU *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*  
M. CHAULET (CAVIGNAC) - M<sup>me</sup> PORTE (CEZAC) - M<sup>me</sup> LAVANDIER (CEZAC) - M. DESPERIEZ (CUBNEZAIS) *représentant la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*  
M. MAUGEIN, Président honoraire

**MEMBRES ABSENTS EXCUSES :**

Ayant donné procuration :

M. RODRIGUEZ - M. MEYNADIER - M. GARBUIO *représentant la communauté de communes du FRONSADAIS*  
M. CHERIGNY - M. FAVRE - M<sup>me</sup> COURAUD-RAMBERT - M. SUBERVILLE *représentant la communauté de communes du GRAND CUBZAGUAIS*

N'ayant pas donné procuration :

M. DESAGNAT - M. DURANT - M. DEPRET - M. GRIMA - M. MAIRE - M. BARDEAU (Yohan) - M. VIELFAURE - M. GARANTO - M. CHOLLET-GABARD - M. DUCARRE - M<sup>me</sup> ROY - M. DUFOURGT - M. BOUSSOUGANT - M. BARDEAU (Dorian) *représentant la communauté de communes du Fronsadais*  
M<sup>me</sup> LOUBAT *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*  
M. DIDIER (CAVIGNAC) - M<sup>me</sup> BATARD (CUBNEZAIS) - M. GAUDRY (MARCENAI) - M. TRIBOY (MARCENAI) – M<sup>me</sup> MISIAK (MARSAS) - M<sup>me</sup> LEVRANGI (MARSAS) *représentant la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*

Le quorum est atteint, le président ouvre la séance à 9 h 45, remercie Monsieur Dominique BEC, maire de la commune de VERAC, pour son accueil.

Monsieur Philippe DUVERGER, délégué représentant la *communauté de communes du Fronsadais* est désigné comme secrétaire de séance.

Le compte-rendu du Conseil Syndical du 9 décembre 2022 n'appelant aucune observation de la part des délégués est approuvé par l'assemblée.

## **ORDRE DU JOUR DE LA SEANCE :**

### **1. DOCUMENTS BUDGETAIRES ET FINANCIERS**

- Budgets primitifs des services publics de l'eau potable et de l'assainissement Exercice 2023
- Projet de pôle de ressources numériques hybride 44 de la communauté de communes du Grand Cubzaguais – Mise en œuvre d'un procédé de recyclage des eaux grises – Demande de subvention

### **2. MARCHES PUBLICS**

- Extension de la station d'épuration de Cavignac - Consultation
- Révision des zonages d'assainissement - Consultation
- Fourniture et pose de canalisations d'eau potable – Consultation
- Forage de Marcenais - Attributaires

### **3. SERVICE PUBLIC DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE**

- Ressource en eau – Substitution

### **4. SERVICES PUBLICS DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF**

- Application des pénalités prévues à l'Article L 1331-8 du Code de la Santé Publique dans les cas suivants :
  - en assainissement non collectif : non-réalisation des travaux de mise aux normes des installations présentant un risque sanitaire et refus de contrôle
  - en assainissement collectif : non-réalisation des travaux de raccordement, non-conformité du raccordement et refus de contrôle

### **5. COMMUNICATION**

- Appel à projets Educ'eau et journée mondiale de l'eau

## 1. DOCUMENTS BUDGETAIRES ET FINANCIERS

---

<b>BUDGET PRIMITIF – EXERCICE 2023</b> <b>SERVICE PUBLIC</b> <b>DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE</b>	<b>Délibération n° 2023/01</b>	<b>Adoptée à l'unanimité</b> <b>Votants : 40</b> <b>Pour : 40</b> <b>Contre : 0</b> <b>Abstention : 0</b>
--	--------------------------------	---

Le Président présente à l'assemblée le projet de Budget Primitif 2023 du Service Public de l'Alimentation en Eau Potable (document joint en annexe).

Il est conforme aux orientations budgétaires qui ont été retenues en séance du Vendredi 9 Décembre 2022.

### ***Le conseil syndical, après en avoir délibéré :***

1. Adopte le Budget Primitif 2023 - Service public de l'Alimentation en Eau Potable, qui s'équilibre à 1.684.998 € pour la section d'exploitation et à 4.003.831 € pour la section d'investissement.
2. Sollicite le soutien financier du DEPARTEMENT DE LA GIRONDE et de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE pour la réalisation des études et travaux qui entrent dans le cadre de la politique d'aide aux structures intercommunales votée par les instances décisionnaires de ces deux établissements.

### **Questions/Echanges :**

<b>BUDGET PRIMITIF – EXERCICE 2023</b> <b>SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT</b>	<b>Délibération n° 2023/02</b>	<b>Adoptée à l'unanimité</b> <b>Votants : 40</b> <b>Pour : 40</b> <b>Contre : 0</b> <b>Abstention : 0</b>
---	--------------------------------	---

Le Président présente à l'assemblée le projet de Budget Primitif 2023 du Service Public de l'Assainissement (document joint en annexe).

Il est conforme aux orientations budgétaires qui ont été retenues en séance du Vendredi 9 Décembre 2022.

***Le conseil syndical, après en avoir délibéré :***

1. Adopte le Budget Primitif 2023 - Service public de l'Assainissement, qui s'équilibre à 3.388.232 € pour la section d'exploitation et à 6.474.232 € pour la section d'investissement.
2. Sollicite le soutien financier du DEPARTEMENT DE LA GIRONDE et de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE pour la réalisation des études et travaux qui entrent dans le cadre de la politique d'aide aux structures intercommunales votée par les instances décisionnaires de ces deux établissements.

**Questions/Echanges :**

<b>PROJET DE POLE DE RESSOURCES NUMERIQUES HYBRIDE 44 DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND CUBZAGUAIS MISE EN ŒUVRE D'UN PROCEDE DE RECYCLAGE DES EAUX GRISES</b>	<b>Dossier reporté</b>	<b>Votants : Pour : Contre : Abstention :</b>
--	------------------------	---

La communauté de communes du Grand Cubzaguais (G3C) a sollicité la participation financière du Syndicat dans le cadre de la mise en place d'un système de recyclage des eaux grises au sein d'un bâtiment en cours de réhabilitation. Le procédé consiste à réinjecter, après filtration, l'ensemble des eaux pluviales ainsi que les eaux usées des douches et laves mains dans les chasses d'eau.

Considérant qu'au vu de la situation environnementale, d'autres collectivités du territoire syndical pourraient être amenées dans le futur à installer des dispositifs en faveur de l'économie de la ressource en eau, le président propose de surseoir à statuer et demande aux services d'établir un cadre général qui servira de base à toutes demandes d'aides financières.

**Questions/Echanges :**

## 2. MARCHES PUBLICS

---

<b>EXTENSION DE LA CAPACITE DE LA STATION D'EPURATION DE CAVIGNAC CONSULTATION</b>	<b>Délibération n° 2023/03</b>	<b>Adoptée à l'unanimité Votants : 40 Pour : 40 Contre : 0 Abstention : 0</b>
--	--------------------------------	---

Le système d'assainissement de CAVIGNAC est autorisé par Arrêté Préfectoral SEN 2020/02/28-026 pour une capacité de 1500 Equivalents Habitants. Le débit de référence considéré est de 270 m3/j et la charge polluante (en DBO5) de 90 kg/j.

Lors du débat d'orientations budgétaires du mois de décembre 2018, la décision d'engager une étude relative à l'extension de sa capacité a été validée.

En effet, malgré la déconnexion de SAINT MARIENS, les équipements existants ne peuvent pas supporter l'évolution démographique et urbanistique récente de la Commune de CAVIGNAC et le raccordement envisagé de deux Hameaux de la Commune de CEZAC.

Considérant la délibération n° 2019/35 relative à la décision d'étudier l'extension de la capacité de la station d'épuration de CAVIGNAC et à l'élaboration du dossier loi sur l'Eau ;

Vu la réserve foncière constituée de la parcelle AD 147 réalisée par la Commune de CAVIGNAC à proximité immédiate du site existant pour permettre l'extension de l'ouvrage ;

Vu l'acte signé le 9 Mars 2020 en l'office notarial de Maître DUPEYRON, notaire à CAVIGNAC, enregistrant le transfert de la parcelle cadastrée AD 147 dans les biens du Syndicat ;

Vu l'étude d'avant-projet établie en janvier 2023 par le Cabinet MERLIN qui fixe à 3.500 Equivalents-Habitants la capacité de l'ouvrage de traitement ;

Considérant le montant des travaux estimé au stade de l'avant-projet à environ 2.900.000 € HT ;

Vu l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 Novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique ;

Vu le Décret n° 2018/1075 du 3 Décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique ;

Vu le Code de la Commande Publique ;

Vu l'avis relatif aux seuils de procédure annexé au Code de la Commande Publique paru au Journal Officiel n° 0286 du 9 Décembre 2021 ;

Vu les Articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-7 du Code de la Commande Publique portant sur les marchés publics passés selon une procédure adaptée ;

Afin de procéder à une présélection des entreprises au vu des documents fournis dans les dossiers de candidature ;

Vu la délibération n° 2022.79.CD prise par le Conseil Départemental de la Gironde réuni le 12 Décembre 2022 portant sur la politique de soutien aux communes et aux structures intercommunales ;

Vu la délibération n° DL/CA/21-68 consolidée le 8 décembre par la délibération DL/CA/22-41 prise par le Conseil d'Administration de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE réuni le 27 octobre 2021 fixant, dans le cadre du XIème programme pluriannuel d'intervention, pour la période du 1er Janvier 2019 au 31 Décembre 2024, les modalités et conditions d'aide en matière de "réduction des pollutions domestiques et pluviales" ;

Le Président propose de lancer une consultation, selon la procédure adaptée restreinte, en vue de la passation d'un marché de travaux relatif à l'extension de la capacité de la station de traitement des eaux usées de CAVIGNAC à 3.500 Equivalents Habitants et de solliciter les aides financières de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE et du DEPARTEMENT DE LA GIRONDE.

***Le conseil syndical, après en avoir délibéré :***

- 1.** Autorise le Président à engager les démarches nécessaires à la passation d'un marché de travaux portant sur l'extension de la capacité de la station de traitement des eaux usées de CAVIGNAC à 3.500 Equivalents Habitants.
- 2.** Autorise le Président à lancer une consultation, selon la procédure adaptée restreinte, en application des Articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-7 du Code de la Commande Publique.
- 3.** Demande au CABINET D'ETUDES MERLIN, maître d'œuvre, de préparer le dossier de consultation des entreprises.
- 4.** Précise que cette consultation s'adresse aux entreprises spécialisées dans les travaux de génie civil et d'équipements de stations d'épurations des eaux usées disposant des qualifications et certifications nécessaires à la réalisation de travaux de qualité dans le respect des normes et réglementations en vigueur.
- 5.** Dit que la dépense est inscrite au budget primitif 2023, service public de l'Assainissement.

**Questions/Echanges :**

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT CONSULTATION	Délibération n° 2023/04	Adoptée à l'unanimité Votants : 40 Pour : 40 Contre : 0 Abstention : 0
---	-------------------------	--

Vu les statuts du SIAEPA DU CUBZADAIS FRONSADAIS qui précisent article 2 qu'il assure la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites ;

Vu l'Article L 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par la Loi n° 2010-788 du 12 Juillet 2010 – art.240, qui stipule que :

*"Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement*

*1° les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*

*2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif [...]" ;*

Considérant l'article R 2224-9 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que *"le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, [...] ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé"* ;

Vu les articles L 123-1 à L 123-18 du Code de l'Environnement portant sur les enquêtes publiques relatives aux projets, plans et programmes ayant une incidence sur l'environnement ;

Vu les articles R 123-2 à R 123-27 du Code de l'Environnement portant sur la procédure et le déroulement de l'enquête publique ;

Vu les dates d'approbation des zonages d'assainissement en vigueur sur le territoire syndical ;

Vu la nécessité de mettre en adéquation les zonages d'assainissement réalisés à l'échelle communale, approuvés pour la majorité dans les années 2000, avec les perspectives d'urbanisation ;

Vu l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 Novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique ;

Vu le Décret n° 2018/1075 du 3 Décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique ;

Vu le Code de la Commande Publique ;

Vu l'article L 1212-1 qui dispose que les entités adjudicatrices sont les pouvoirs adjudicateurs qui exercent une des activités d'opérateur de réseaux ;

Vu les articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-7 du Code de la Commande Publique portant sur les marchés publics passés selon une procédure adaptée ;

Considérant que le montant estimé des études relatives aux révisions de zonages d'assainissement des eaux usées est inférieur au seuil de procédure formalisée fixé s'agissant des entités adjudicatrices à 431.000 € HT. ;



Vu l'article L 2125-1 qui définit la notion d'accord-cadre comme une technique d'achat "*pour procéder à la présélection d'opérateurs économiques susceptibles de répondre à son besoin ou permettre la présentation des offres ou leur sélection, selon des modalités particulières... en vue de conclure un contrat établissant tout ou partie des règles relatives aux commandes à passer au cours d'une période donnée*" ;

Vu les articles R 2162-1 à R 2162-14 portant sur les règles applicables aux accords-cadres ;

Vu les articles R 2162-7 à R 2162-12 portant sur les dispositions propres aux marchés subséquents ;

Vu la délibération n° 2022.79.CD prise par le CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE réuni le 12 Décembre 2022 portant sur la politique de soutien aux communes et aux structures intercommunales ;

Vu la version consolidée le 11 Octobre 2022 de la délibération n° DL/CA/21-67 prise par le conseil d'administration de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE en séance du 27 Octobre 2021 portant sur les modalités générales d'attribution et de versement des aides pour la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2023 au 31 Décembre 2024 ;

Vu la délibération n° DL/CA/21-67 prise par le conseil d'administration de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE en séance du 27 Octobre 2021, consolidée le 22 Novembre 2022 par délibération n° DL/CA/21-73 portant sur les modalités et conditions d'attribution des aides en matière de gestion territoriale ;

Le Président propose de lancer une consultation, en tant qu'entité adjudicatrice, selon la procédure adaptée, en vue de retenir trois bureaux d'études chargés de la révision des zonages d'assainissement des eaux usées à l'échelle du territoire syndical et de solliciter les aides financières de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE et du DEPARTEMENT DE LA GIRONDE.

***Le conseil syndical, après en avoir délibéré :***

- 1.** Autorise le Président à engager les démarches préalables nécessaires à la signature d'un accord cadre à marchés subséquents portant sur la révision des zonages assainissement des eaux usées à l'échelle du territoire syndical.
- 2.** Autorise le Président à lancer une consultation selon la procédure adaptée en application des articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-7 du Code de la Commande Publique.
- 3.** Autorise le Président à signer toutes pièces utiles à la mise en œuvre des dispositions qui précèdent.
- 4.** Sollicite les aides financières de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE et du DEPARTEMENT DE LA GIRONDE.
- 5.** Dit qu'une partie de la dépense est inscrite au Budget Primitif 2023, service public de l'Assainissement Collectif.

**Questions/Echanges :**

<b>TRAVAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE</b> <b>CONSULTATION</b>	<b>Délibération n° 2023/05</b>	<b>Adoptée à l'unanimité</b> <b>Votants : 40</b> <b>Pour : 40</b> <b>Contre : 0</b> <b>Abstention : 0</b>
---	--------------------------------	---

Vu l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 Novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique ;

Vu le Décret n° 2018/1075 du 3 Décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique ;

Vu le Code de la Commande Publique ;

Vu l'avis relatif aux seuils de procédure annexé au Code de la Commande Publique paru au Journal Officiel n° 0286 du 9 Décembre 2021 ;

Vu les Articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-7 du Code de la Commande Publique portant sur les marchés publics passés selon une procédure adaptée ;

Vu l'Article L 2125-1 du Code de la Commande Publique portant sur les techniques d'achat ;

Vu l'Article R 2162-1 et suivants du Code de la Commande Publique portant sur les règles applicables aux techniques d'achat ;

Vu l'accord cadre à bons de commandes ayant pour objet la réalisation de travaux d'alimentation en eau potable sur le territoire syndical (fourniture et pose de canalisations, y compris pièces, raccords, branchements...) visé le 28 Janvier 2021 notifié le 29 Janvier 2021 ;

Vu que l'accord cadre à bons de commande susvisé a été conclu pour une durée d'un an renouvelable trois fois tant que le seuil de procédure formalisée fixé à 5.350.000 € H.T. (valeur 2020) n'est pas atteint ;

Vu le montant des travaux lancés depuis la notification de l'accord-cadre qui s'élève au 31 Décembre 2022 à 3.411.404 € H.T. ;

Compte tenu du montant de l'enveloppe budgétaire des travaux d'alimentation en eau potable projetés sur le territoire syndical en 2023 qui s'élève à 2.700.000 € H.T. (budget primitif) ;

Afin de procéder à une présélection des entreprises au vu des documents fournis dans les dossiers de candidature ;

Le Président propose de renouveler le marché ayant pour objet la réalisation de travaux d'alimentation en eau potable sur le territoire syndical et de lancer une consultation, selon la procédure adaptée restreinte, en vue de la passation d'un accord-cadre à bons de commande, d'une durée d'un an, renouvelable trois fois, tant que le seuil de procédure formalisée fixé à 5.382.000 € H.T. n'est pas atteint.

***Le conseil syndical, après en avoir délibéré :***

1. Autorise le Président à engager les démarches nécessaires préalables à la signature d'un accord cadre portant sur la réalisation des travaux d'alimentation en eau potable (fourniture et pose de canalisations, y compris pièces, raccords, branchements...) sur le territoire syndical.

2. Autorise le Président à lancer une consultation, selon la procédure adaptée restreinte, en vue de la passation d'un accord-cadre à bons de commande en application des Articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-7 du Code de la Commande Publique.
3. Décide de fixer à un an la durée de l'accord-cadre à bons de commande, renouvelable trois fois, tant que le seuil de 5.382.000 € H.T. fixé dans l'avis relatif aux seuils de procédure annexé au Code de la Commande Publique paru au Journal Officiel n° 0286 du 9 Décembre 2021 n'est pas atteint.
4. Demande au CABINET D'ETUDES MERLIN, maître d'œuvre, de préparer le dossier de consultation des entreprises.
5. Précise que cette consultation s'adresse aux entreprises spécialisées dans la pose et la réhabilitation des canalisations d'eau potable disposant des qualifications et certifications nécessaires à la réalisation de travaux de qualité dans le respect des normes et réglementations en vigueur.

**Questions/Echanges :**

<b>SERVICE PUBLIC DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE</b> <b>SUBSTITUTION DE LA RESSOURCE</b> <b>CREATION D'UN NOUVEAU FORAGE</b> <b>ATTRIBUTAIRE</b>	<b>Délibération n° 2023/06</b>	<b>Adoptée à l'unanimité</b> <b>Votants : 40</b> <b>Pour : 40</b> <b>Contre : 0</b> <b>Abstention : 0</b>
---	--------------------------------	---

Vu l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 Novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique ;

Vu le Décret n° 2018/1075 du 3 Décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique ;

Vu le Code de la Commande Publique ;

Vu l'Article L 1212-1 qui dispose que les entités adjudicatrices sont des pouvoirs adjudicateurs qui exercent une des activités d'opérateur de réseaux ;

Vu l'Article L 1212-3 qui dispose que la mise à disposition, l'exploitation ou l'alimentation de réseaux fixes destinés à fournir un service au public dans le domaine de la production, du transport ou de la distribution d'eau potable est une activité d'opérateur de réseaux ;

Vu les statuts du SIAEPA DU CUBZADAIS FRONSADAIS qui précisent article 2 qu'il assure la production, la protection des points de prélèvement, le traitement, le stockage et la distribution de l'eau destinée à la consommation humaine ;

Vu l'avis relatif aux seuils de procédure formalisée pour les marchés publics annexé au Code de la Commande Publique publié au Journal Officiel n° 0286 du 9 Décembre 2021 ;

Vu les Articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-7 du Code de la Commande Publique portant sur les marchés publics passés selon une procédure adaptée ;

Vu la délibération n° 2022/40 prise par le conseil Syndical réuni le 30 septembre 2022 autorisant le Président à lancer une consultation, selon la procédure adaptée, en vue de la passation d'un marché de travaux portant sur la réalisation d'un forage profond dans l'unité de Gestion de l'Eocène Nord sur la parcelle du château d'eau de MARCENAIS.

Après publication le 1<sup>er</sup> Décembre 2022 de l'avis d'appel public à la concurrence n° 22-159136 au BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES DE MARCHES PUBLICS (BOAMP) ;

Considérant le découpage en deux lots, en application de l'article L 2113-10 du Code de la Commande Publique, relatifs à :

- Lot 1 : création d'un forage à l'Eocène Moyen pour l'alimentation en eau potable
  - Lot 2 : réalisation des diagraphies de chantier et de réception du nouveau forage à l'Eocène Moyen ;
- Après analyse par ANTEA GROUP, maître d'œuvre, des quatre offres remises pour le lot 1 et des deux offres remises pour le lot 2 selon les critères pondérés mentionnés pour tous les lots à l'article 8.2 du règlement de la consultation : valeur technique 60 %, prix des prestations 40 % ;

Après avis des membres de la Commission d'Appel d'Offres réunis le 30 janvier 2023 ;

Le Président propose de retenir :

- Lot 1 : création d'un forage à l'Eocène Moyen pour l'alimentation en eau potable, l'offre de l'entreprise REHACANA d'un montant de 421.541,00 € H.T. soit 505.849,20 € T.T.C.

- Lot 2 : réalisation des diagraphies de chantier et de réception du nouveau forage à l'Eocène Moyen, l'offre de l'entreprise HYDRO ASSISTANCE INGENIERIE d'un montant de 11.580,00 € H.T. soit 13.896,00 € T.T.C.

***Le conseil syndical, après en avoir délibéré :***

- 1.** Décide de confier à l'entreprise REHACANA les travaux relatifs au lot 1 portant sur la création d'un forage à l'Eocène Moyen pour l'alimentation en eau potable.
- 2.** Autorise le Président à signer le marché de travaux avec l'entreprise susvisée dont le montant s'élève à 421.541,00 € H.T. soit 505.849,20 € T.T.C.
- 3.** Décide de confier à l'entreprise HYDRO ASSISTANCE INGENIERIE la réalisation des diagraphies de chantier et de réception du nouveau forage à l'Eocène Moyen.
- 4.** Autorise le Président à signer le marché de travaux avec l'entreprise susvisée dont le montant s'élève à 11.580,00 € H.T. soit 13.896,00 € T.T.C.
- 5.** Sollicite l'appui technique et le concours financier de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE et du DEPARTEMENT DE LA GIRONDE.
- 6.** Dit que la dépense est inscrite au budget primitif 2023, service public de l'Eau Potable.

**Questions/Echanges :**

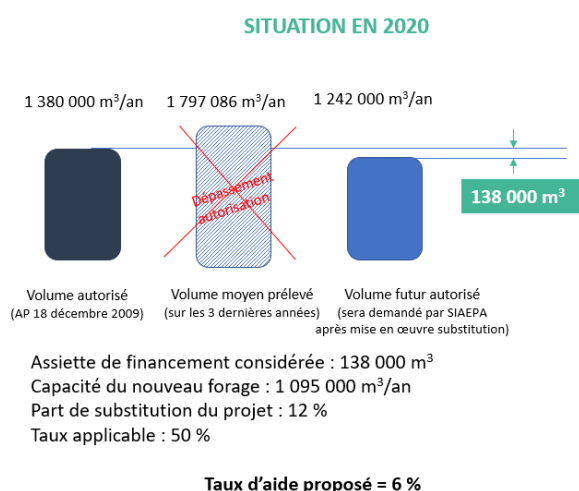
### 3. SERVICE PUBLIC DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

RESSOURCE EN EAU - SUBSTITUTION	Rapport	
---------------------------------	---------	--

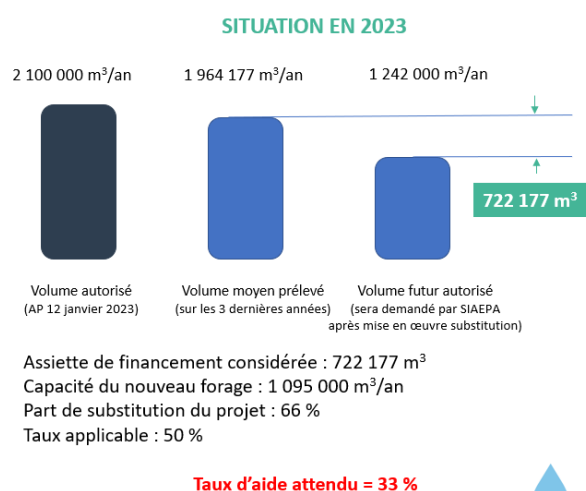
Un point de la situation est présenté. Il est ainsi rappelé pour quelles raisons le projet lancé en 2020 a été stoppé et quels financements sont désormais attendus, notamment par L'AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE.



#### FORAGE DE MARCENAI – AIDES AGENCE DE L'EAU



➡ Arrêt de la démarche



#### FORAGE DE MARCENAI – PLANNING PRÉVISIONNEL

##### PLANNING PRÉVISIONNEL

- ❖ **12 janvier 2023**    Arrêté Préfectoral n°SEN 2022/08/08-119 signé par Madame la Préfète
- ❖ **3 février 2023**    Choix du prestataire (lot 1 travaux et lot 2 diagraphies) - **délibération**
- ❖ **Février 2023**    Dépôt du dossier de demande de subventions (*aides AEAG uniquement sur substitution*)
- ❖ **Avril 2023**    Démarrage des **travaux** du forage (*délai environ 4 mois*)
- ❖ **2023/2024**    Procédure administrative d'**autorisation d'exploiter** (*délai global environ 18 mois*)  
ARS : désignation puis avis hydrogéologue agréé  
DUP : établissement du dossier puis enquête publique
- ❖ **2024/2025**    Engagement des travaux de renforcement des canalisations



Il est également précisé que le SIAEPA du Cubzadais Fronsadais a reçu un nouvel arrêté relatif aux autorisations de prélèvement signé en date du 12 janvier 2023 par Madame la Préfète.

Il est assorti d'obligations, dont certaines sont d'ores et déjà mises en œuvre.



## NOUVEL ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

### PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES (§ 3.3)

- ❖ **Maîtriser la demande en eau** en incitant les usagers à optimiser leur consommation
- ❖ **Rechercher et mettre en œuvre toute solution de substitution de ressource** pertinente sur le territoire ou en dehors

Fournir à la police de l'eau, dans un **délai d'un an** :

Un plan d'amélioration de la sectorisation par une sous-sectorisation afin d'affiner les recherches de fuites et d'être plus efficace dans la découverte de casses et la réparation (disposition 29 du SAGE Nappes Profondes)

Travaux en cours

Un dispositif de réduction et de régulation de pression afin de limiter les pertes en distribution

Etude en cours

Une proposition d'une nouvelle tarification incitative

Réflexion engagée – à débattre



#### 4. SERVICES PUBLICS DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF ET COLLECTIF

---

<b>SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF</b> <b>MISE EN PLACE DE PENALITES FINANCIERES</b> <b>A COMPTER DU 1<sup>ER</sup> MARS 2023</b>	<b>Délibération n° 2023/07</b>	<b>Adoptée</b> <b>Votants : 40</b> <b>Pour : 39</b> <b>Contre : 1</b> <b>Abstention : 0</b>
--	--------------------------------	---

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les articles L 2224-8 et suivant relatifs au service d'assainissement des eaux usées,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1331-1 et suivants ;

Vu l'article L 1331-1-1 qui dispose que *"Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure l'entretien régulier et qu'il fait périodiquement vidanger par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement [...] Le propriétaire fait procéder aux travaux prescrits par le document établi à l'issue du contrôle prévu au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales, dans un délai de quatre ans suivant la notification de ce document"* ;

Vu l'article L 1331-8 qui précise que *"Tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L. 1331-1 à L. 1331-7-1, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, et qui peut être majorée dans une proportion fixée par le conseil syndical dans la limite de 400 %"* ;

Vu l'article L 1331-11 qui prévoit que *"Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées :*

*1° Pour l'application des articles L 1331-4 et L 1331-6 ;*

*2° Pour procéder à la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif prévue au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales [...]*

*En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions visées aux 1°, 2° (...) du présent article, l'occupant est astreint au paiement de la somme définie à l'article L. 1331-8, dans les conditions prévues par cet article"* ;

Vu l'Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif et en particulier l'Article 4 qui précise que : *"Pour les autres installations mentionnées au 2° du III de l'article L. 2224-8 du CGCT, la mission de contrôle consiste à : vérifier l'existence d'une installation, conformément aux dispositions de l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique ; vérifier le bon fonctionnement et l'entretien de l'installation ; évaluer les dangers pour la santé des personnes ou les risques avérés de pollution de l'environnement ; évaluer une éventuelle non-conformité de l'installation(...)*

*Les installations existantes sont considérées non conformes dans les cas suivants :*

*a) Installations présentant des dangers pour la santé des personnes ;*



*b) Installations présentant un risque avéré de pollution de l'environnement ;*

*c) Installations incomplètes ou significativement sous-dimensionnées ou présentant des dysfonctionnements majeurs.*

*Pour les cas de non-conformité prévus aux a et b de l'alinéa précédent, la commune précise les travaux nécessaires, à réaliser sous quatre ans, pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement" ;*

Vu le Règlement de Service d'Assainissement Non Collectif en vigueur sur le territoire syndical ;

Considérant que, dans le cas où le propriétaire et l'occupant de l'immeuble sont distincts, l'obligation de disposer d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme incombe au seul propriétaire de l'immeuble et non à l'occupant ;

Considérant la dernière campagne de contrôles des dispositifs d'Assainissement non collectif qui présente un nombre important d'installations **non conformes avec risques sanitaires** ;

Considérant cette même campagne qui fait état d'un nombre important de contrôles non réalisés du fait de l'absence des occupants lors de la venue des agents ;

Considérant le nouveau marché de prestation de service pour la réalisation des contrôles des dispositifs d'assainissement non collectif signé avec la SOGEDO qui a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;

Vu le lancement cette année de la nouvelle campagne de contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif sur l'ensemble des communes sur une période de six ans ;

Afin d'inciter les propriétaires à réaliser les travaux de mise en conformité de leur installation d'Assainissement non collectif présentant des risques sanitaires ;

Afin d'inciter les occupants de l'habitation à ne plus faire obstacle à la vérification des dispositifs d'Assainissement individuel ;

Après avis des membres du bureau réunis le 24 Janvier 2023 ;

Le Président propose, à partir du 1<sup>er</sup> Mars 2023 :

**S'agissant des dispositifs d'Assainissement non collectif non conformes présentant des dangers pour la santé des personnes et des risques avérés de pollution de l'environnement :**

1. d'instaurer une pénalité financière au propriétaire de l'immeuble tant qu'il ne conforme pas aux prescriptions fixées aux articles L 1331- 1 à L 1331-7 du Code de la Santé Publique.
2. d'astreindre les propriétaires concernés au paiement de la pénalité prévue à l'article L 1331-8 du Code de la Santé Publique à l'issue d'un délai de quatre ans démarrant à la notification de la non-conformité ou d'un an en cas de vente immobilière.
3. de retenir les modalités de calcul et de recouvrement de la pénalité prévue à l'article L 1331-8 du Code de la Santé Publique suivantes :
  - la pénalité financière sera égale à 400 % de la somme équivalente à la redevance assainissement non collectif.
  - Une facturation par an sera effectuée, jusqu'à mise en conformité du dispositif d'assainissement non collectif au moyen d'un titre de recette recouvré par le comptable public.

S'agissant du refus de contrôle :

4. d'instaurer une pénalité financière à l'occupant de l'immeuble en cas d'obstacle au contrôle des installations d'assainissement non collectif prévu à l'article L 1331-11 du Code la Santé Publique.
5. d'astreindre l'occupant au paiement de la pénalité prévue à l'article L 1331-8 du Code de la Santé Publique à compter de la date du manquement jusqu'à ce qu'il y soit mis fin.
6. de retenir les modalités de calcul et de recouvrement de la pénalité prévue à l'article L 1331-8 du Code de la Santé Publique suivantes :
  - La pénalité financière pour refus de contrôle sera égale à 100 % de la somme équivalente à la redevance assainissement non collectif la première année puis majorée de 100 % en sus chaque année, dans la limite de 400 %. Cette disposition sera appliquée jusqu'au jour du contrôle de l'installation.
  - Une facturation par an sera effectuée, jusqu'au jour du contrôle du dispositif, au moyen d'un titre de recette recouvré par le comptable public.

***Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré :***

1. Valide la mise en application des pénalités pour non-conformité ainsi que leurs modalités de calcul telles que mentionnées ci-dessus applicables pour tout constat de non-conformité réalisé à compter du 1<sup>er</sup> Mars 2023.
2. Valide la mise en application des pénalités pour refus de contrôle ainsi que leurs modalités de calcul telles que mentionnées ci-dessus applicables pour tout refus de contrôle à compter du 1<sup>er</sup> Mars 2023.
3. Autorise le Président à signer toutes pièces utiles à la mise en œuvre des dispositions qui précèdent.

**A retenir :**

L'attention des délégués est attirée sur les points suivants :

\* la pénalité pour non réalisation des travaux de mise aux normes

⇒ n'est applicable qu'aux dispositifs d'assainissement non collectif **non conformes présentant des dangers pour la santé des personnes et des risques avérés de pollution de l'environnement**

⇒ est due **par le propriétaire**

⇒ est suspendue dès le dépôt d'un dossier de réhabilitation qui vaut engagement du propriétaire à réaliser les travaux

\* la pénalité pour refus de contrôle :

⇒ est due **par l'occupant donc le locataire ou le propriétaire**

\* le montant de la redevance d'assainissement non collectif au 1<sup>er</sup> janvier 2023 est égal à 120 €.

Une notice explicative de présentation de ces nouvelles dispositions **applicables à compter du 1<sup>er</sup> Mars 2023** est sollicitée, elle sera communiquée à l'ensemble des mairies.

<b>SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF</b> <b>ABSENCE ET MAUVAIS RACCORDEMENT</b> <b>+ REFUS DE CONTROLE</b> <b>MAJORATION A COMPTER DU 1<sup>ER</sup> MARS 2023</b> <b>DE LA SOMME EQUIVALENTE</b> <b>A LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT</b>	<b>Délibération n° 2023/08</b>	<b>Adoptée</b> <b>Votants : 40</b> <b>Pour : 40</b> <b>Contre : 0</b> <b>Abstention : 0</b>
--	--------------------------------	---

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les articles L 2224-8 et suivant relatifs au service de l'Assainissement,

Vu les articles L 2224-12-2 et suivants relatifs à la redevance du service de l'assainissement Collectif,

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'article L 1331-1 qui mentionne l'obligation pour les propriétaires d'un immeuble raccordable au réseau public d'assainissement de s'y raccorder dans un délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte ;

Vu l'article L 1331-4 qui stipule que les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et doivent être réalisés dans les conditions fixées à l'article L 1331-1 de ce même code ;

Considérant que, dans le cas où le propriétaire et l'occupant de l'immeuble sont distincts, l'obligation de disposer d'un branchement conforme incombe au seul propriétaire de l'immeuble et non à l'occupant ;

Vu l'article L 1331-8 qui précise :

- d'une part, que tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L 1331-1 à L 1331-7-1, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau, et qui peut être majorée dans une proportion fixée par le comité syndical dans la limite de 400 % ;
- d'autre part, que cette somme n'est pas recouvrée si les obligations de raccordement prévues aux mêmes articles L 1331-1 à L 1331-7-1 sont satisfaites dans un délai de douze mois à compter de la date d'envoi de la notification de la pénalité ;

Vu l'article L 1331-11 qui prévoit qu'en cas d'obstacle à la vérification des raccordements, l'occupant de l'immeuble est astreint au paiement de la somme définie à l'article L 1331-8 du même code, dans les conditions prévues par cet article ;

Vu que le délai de douze mois prévu à l'article L 1331-8 ne s'applique pas à la réalisation des contrôles mais bien seulement aux "obligations de raccordement" ;

Vu le Règlement de Service d'Assainissement Collectif en vigueur sur le territoire syndical ;

Au vu des constats réalisés à l'échelle du territoire syndical sur les trois points précités (absence de raccordement dans le délai légal de deux ans, non-conformité du raccordement et refus de contrôles) ;

Afin d'inciter les propriétaires à réaliser les travaux de raccordement et/ou de mise en conformité du raccordement ;

Afin d'inciter les occupants de l'habitation à ne plus faire obstacle à la vérification des raccordements ;

Considérant que la pénalité financière prévue à l'article L 1331-8 du Code de la Santé Publique est applicable dans le cas où :

1. le raccordement est effectif mais non conforme,
2. le raccordement n'est pas réalisé dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau de collecte ;

Considérant qu'un cumul de facturation est possible :

- redevance assainissement à la charge de l'abonné (soumise à TVA et à la redevance modernisation des réseaux de collecte)
- pénalité financière à la charge du propriétaire (non soumise à TVA et à la redevance modernisation des réseaux de collecte), le cas échéant majorée.

Après avis des membres du bureau réunis le 24 Janvier 2023 ;

Le Président propose, à partir du 1<sup>er</sup> Mars 2023 :

*S'agissant de la non réalisation des travaux de raccordement et de la non-conformité du raccordement :*

1. d'instaurer une pénalité financière au propriétaire de l'immeuble tant qu'il ne se conforme pas aux prescriptions fixées aux articles L 1331- 1 à L 1331-7 du Code de la Santé Publique et au règlement de service de l'assainissement collectif.
2. d'astreindre les propriétaires concernés au paiement de la pénalité prévue à l'article L 1331-8 du Code de la Santé Publique à l'issue d'un délai d'une année démarrant soit à la notification de la non-conformité soit à l'expiration du délai accordé pour le raccordement.
3. de retenir les modalités de calcul et de recouvrement de la pénalité prévues à l'article L 1331-8 du Code de la Santé Publique suivantes :
  - L'assiette de la pénalité financière pour non raccordement au réseau ou raccordement non conforme applicable à compter de la date du manquement jusqu'à ce qu'il y soit mis fin est égale à la somme de :
    - o La part fixe TTC de la redevance assainissement (part collectivité et part délégataire)
    - o La part variable TTC de la redevance assainissement (part collectivité et part délégataire) multipliée par la consommation d'eau potable de l'abonné de l'immeuble concerné selon les tarifs en vigueur.
  - En cas de non-conformité (y compris absence de raccordement alors que l'immeuble est raccordable et le délai de deux ans dépassé), la pénalité financière sera égale à 100 % de la somme équivalente à la redevance assainissement la première année puis majorée de 100 % en sus à partir de la deuxième année. Les années suivantes seront également majorées à 200 %, jusqu'à la réalisation ou la mise en conformité du raccordement au réseau.
  - Une facturation par an sera effectuée, jusqu'à la réalisation ou la mise en conformité du raccordement au réseau, au moyen d'un titre de recette recouvré par le comptable public.

*S'agissant du refus de contrôle :*

4. d'instaurer une pénalité financière à l'occupant de l'immeuble en cas d'obstacle au contrôle des installations intérieures d'assainissement collectif prévu à l'article L 1331-11 du Code la Santé Publique.
5. d'astreindre l'occupant au paiement de la pénalité prévue à l'article L 1331-8 du Code de la Santé Publique à compter de la date du manquement jusqu'à ce qu'il y soit mis fin.

6. de retenir les modalités de calcul et de recouvrement de la pénalité prévue à l'article L 1331-8 du Code de la Santé Publique suivantes :

- L'assiette de la pénalité financière est égale à la somme de :
  - o La part fixe TTC de la redevance assainissement (part collectivité et part délégataire)
  - o La part variable TTC de la redevance assainissement (part collectivité et part délégataire) multipliée par la consommation d'eau potable de l'abonné de l'immeuble concerné selon les tarifs en vigueur.
- La pénalité financière pour refus de contrôle sera égale à 100 % de la somme équivalente à la redevance assainissement la première année puis majorée de 100 % en sus chaque année, dans la limite de 400 %. Cette disposition sera appliquée jusqu'au jour du contrôle des installations de raccordement.
- Une facturation par an sera effectuée, jusqu'au jour du contrôle des installations de raccordement, au moyen d'un titre de recette recouvré par le comptable public.

***Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré :***

1. Valide la mise en application des pénalités pour non-conformité et non-raccordement ainsi que leurs modalités de calcul applicables telles que mentionnées ci-dessus pour tout constat de non-conformité réalisé à compter du 1<sup>er</sup> Mars 2023.
2. Valide la mise en application des pénalités pour refus de contrôle ainsi que leurs modalités de calcul telles que mentionnées ci-dessus applicables pour tout refus de contrôle à compter du 1<sup>er</sup> Mars 2023.
3. Autorise le Président à signer toutes pièces utiles à la mise en œuvre des dispositions qui précèdent.

**A noter :**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, le montant de la pénalité financière calculé sur la base d'une consommation de 120 m<sup>3</sup> s'élève à 357 €.

La mise en œuvre des pénalités en assainissement collectif fera l'objet d'une notice d'information qui sera transmise à l'ensemble des mairies.



## 5. APPEL A PROJETS "EDUC'EAU" ET JOURNEE MONDIALE DE L'EAU

### APPEL A PROJETS

Le contenu du dossier de demande de subventions déposé auprès de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE est rappelé. En attendant la décision de financement annoncée le 14 mars 2023, une liste d'actions à engager en 2023 est proposée (en vert dans les tableaux ci-dessous) – Montant : 25.546,00 € HT – Subvention possible : 80 % soit 20.365,20 €.

#### 1- OUTILS ET AMENAGEMENTS PEDAGOGIQUES DE SITES SUPPORTS AUX ACTIONS D'EDUCATION A L'EAU

	Public cible	Montant € HT	Partenaires
Visuels mensuels – Rendez-vous calendaire	Collectivités Familles	3830,00	Agence ELEA
Stickers de douche (400)	Collectivités Utilisateurs	910,00	Agence ELEA
Campagne d'affichage "percutante"	Grand public	3610,00	Agence ELEA Région Nouvelle Aquitaine
Maquette forage	Groupes scolaires Visiteurs	21250,00	CAP SCIENCES
Exposition	Groupes scolaires Visiteurs Public empêché	6843,00	Agence ELEA

## 2- ORGANISATION DE PROGRAMMES EDUCATIFS ADAPTES AUX DIFFERENTS PUBLICS

	Public cible	Montant € HT	Partenaires
Spots publicitaires (3)	Tout public	3271,50 <sup>(*)</sup>	PRIJ – G3C RED QUANTUM PRODUCTION
Conférence-débat Jeudi 23 mars 2023 – 20 h 00	Grand public	455,00	VILLAMONCINE M. DUPUY
Transports scolaires	Groupes scolaires	200,00/trajet	Compagnie PREVOST

## 3- ACTIONS D'EDUCATION A L'EAU S'INSCRIVANT DANS LE CADRE D'UNE MANIFESTATION

	Public cible	Montant € HT	Partenaires
Spectacle de théâtre gestuel (Réservoirs SAINT ANDRE DE C. et SAINT AIGNAN)	Tout public	4537,00/représentation	HOP HOP COMPAGNIE
Escape Game H <sub>2</sub> O (Collèges)	Groupes scolaires Familles	4390,00	CAP SCIENCES



#### 4- ACTIONS DE SUIVI ET D'EVALUATION

	Public cible	Montant € HT	Partenaires
Kits hydro-économes (350)	Familles	1856,00	Société Akvo
Embauche - d'un jeune en service civique (9 mois – 24 h hebdomadaires) <u>Ou</u> - d'un étudiant (6 mois – 20 h hebdomadaires)	Collectivités Familles	1002,00 9000,00	MISSION LOCALE HAUTE GIRONDE

## JOURNEE MONDIALE DE L'EAU – 22 MARS 2023

### ACCORD DES PARTENAIRES SOLLICITES

	DATES	LIEUX	PARTENAIRES
<b>MANIFESTATIONS</b>			
Intervention Dynam'eau	Mercredi 22 Mars - après-midi	A définir	G3C – CLSH et ALSH DYNAM'EAU
Ateliers pédagogiques	Mercredi 22 Mars - après-midi	LA LANDE DE FRONSAC (Salle Obispo)	SMEGREG CDC DU FRONSADAIS -CLSH
Espace Info Economie d'Eau (EIEE)	Jeudi 23 Mars – matin Samedi 25 Mars - matin	Marché CAVIGNAC Marché SAINT ANDRE DE C.	Mairie de CAVIGNAC Mairie de ST ANDRE DE C. SMEGREG
Conférence-débat "Changement climatique et avenir de l'eau"	Jeudi 23 mars - 20 h 00	Cinéma SAINT ANDRE DE C.	VILLAMONCINE M. DUPUY, hydrogéologue
Visites d'ouvrages	Mardi 21 Mars - matin Jeudi 23 Mars - matin Vendredi 24 Mars - matin	Station de SALIGNAC Réservoir de MARCENAI	Ecole de VIRSAC/SOGEDO Ecole de ST ANDRE/SOGEDO Ecole de GALGON/SOGEDO
Spectacle de théâtre gestuel	A définir	Réservoir de Montalon SAINT ANDRE DE CUBZAC	HOP HOP COMPAGNIE
Rencontre maires/délégués/secrétaires avec les élus et agents du Siaepa	Lundi 20 mars - matin Vendredi 24 mars - matin	SIAEPA (Salle R101)	3 communes (à préciser) 3 communes (à préciser)

	DATES	PARTENAIRES
<b>OUTILS – SUPPORTS DE COMMUNICATION</b>		
Campagne d’affichage percutante abribus	du 1 <sup>er</sup> Mars au 5 Avril	REGION/Agence ELEA
Spot publicitaire	du 1 <sup>er</sup> au 31 Mars	G3C – PRIJ/Villamonciné
Exposition "Eau et changements climatiques"	du 13 au 31 Mars	AGENCE DE L’EAU/G3C
Exposition "L’eau domestiquée"	Mardi 21 Mars et Mercredi 22 Mars	AGENCE DE L’EAU/CDC DU FRONSADAIS/ Mairie LA LANDE DE FRONSAC

#### EN ATTENTE

	DATES	LIEUX	PARTENAIRES
Intervention sur les métiers de l’eau	A définir	Collèges de MARSAS - VERAC SAINT ANDRE DE CUBZAC	Société ATH
Intervention sur le cycle de l’eau	A définir	Ecole maternelle R. Chappel SAINT ANDRE DE CUBZAC	SOGEDO
Intervention sur les zones humides	A définir	A définir	Syndicats de rivières/CDC LATITUDE NORD GIRONDE
Intervention sur les économies d’eau	Mercredi 22 Mars - matin	Salle Obispo LA LANDE DE FRONSAC	Département de la Gironde/CDC DU FRONSADAIS

Les différents points de l'ordre du jour étant épuisés, le Président lève la séance à 11 h 45 et invite les délégués à prendre note de la date de la prochaine assemblée : **Vendredi 23 Juin à 9 h 30 au siège du Syndicat.**

P. GAUREZ, Président

P. GAUREZ, Secrétaire de séance

SYNDICAT INTERCOMMUNAL  
D'ADDUCTION D'EAU POTABLE  
ET D'ASSAINISSEMENT DU

**CUEZADAIS FRONSADAIS**